

Jean Louis VALIDIRE

LA SOCIÉTÉ CIVILE CONTRE LE MARCHÉ DEREGULÉ

Succédant aux sommets de Rio (environnement), de Vienne (Droits de la personne) et du Caire (population), la Conférence des Nations Unies pour le Développement Social attend déjà 102 chefs d'état à Copenhague. Alors, un "Rio social" complétant la doctrine des nations de la terre à l'aube du XXI^e siècle ? Telle est en effet l'ambition, mais il semble que le cœur n'y soit pas vraiment.

Où est la différence ? Rio fixait de nouvelles normes environnementales au développement local (ce qui était déjà une invention majeure). C'était aussi l'occasion de signer deux Conventions internationales, sur la biodiversité et sur le climat, esquissant une règle du jeu mondiale dans l'intérêt des générations futures. Et cela c'était vraiment l'ébauche d'une percée majeure du genre humain !

Copenhague n'aura ni la chance de la nouveauté, ni le frisson de l'ambition. L'idée de développement social est vieille comme le siècle. La sociale-démocratie (ou "économie sociale de marché") en avait fixé, au Nord-Ouest du monde, un modèle qui fait rétrospectivement figure de paradis perdu ; le "socialisme" en avait tenté un dépassement à l'Est ; les divers "corporatismes" ou "socialismes nationaux" en avaient ébauché des imitations au Sud. Tout cela s'est écroulé avec la mondialisation et la financiarisation de l'économie, qui ont balayé les possibilités de compromis sociaux nationaux. Ce qui se décide dans les négociations du GATT, de l'Union Européenne ou de l'Accord du Libre Échange Nord-Américain, ou dans les bureaux de la FMI et de la Banque Mondiale, a infiniment plus d'importance, pour l'exclus de La Courneuve, l'ouvrière de Mexico ou le paysan ruiné du Burkina Faso, que tous les discours de Copenhague.

Dans ces arènes, la voix des administrations et des lobbys des multinationales s'exprime sans les embarras de la démocratie, sans les crialleries du petit peuple. La partie "officielle" du Sommet de Copenhague n'échappe pas au modèle : tout en multipliant les belles promesses, on y sanctifie le libre-échange, le mythe du marché régulateur de l'intérêt général. Ce marché, ce libre-échange qui ont pourtant brisé en vingt ans les "acquis sociaux" que l'on croyait le mieux établis.

Et pourtant... pourtant les Organisations Non-Gouvernementales, ces porte-paroles de la société civile, n'ont pas boudé le Sommet de Copenhague. Car un sommet organisé par l'ONU ne comprend pas que les chefs d'état, il réunit aussi les Sociétés civiles. Et les experts des ONG ont appris depuis Rio à se connaître ; on s'y appelle par le prénom, on communique par fax et par Internet. Une opinion publique mondiale émerge.

Et que dit-elle ? Face au marché briseur des peuples, elle n'en appelle pas au protectionnisme (sauf dans le cas de l'agriculture vivrière), elle n'en appelle pas au retour aux anciens compromis. Elle connaît les limites de ces formes anciennes : bureaucratie, absence de respect pour la variété des cultures, mépris des femmes. Elle veut des institutions sociales nationales, mais avec une participation populaire. Et, face au marché déstabilisateur, elle ne veut pas moins, mais plus d'institutions internationales. Des "règles du jeu" plus sociales et démocratiques, pour "chasser

les renards libres des poulaillers libres". Elle exige de l'Organisation Mondiale du Commerce d'édicter des règles permettant le développement soutenable, compensant financièrement les délocalisations, ainsi que les dégâts sur les pays du Tiers Monde résultant de l'accord du Gatt. Elle propose l'Organisation Internationale du Travail de Genève comme arbitre du "dumping social".

Utopie ? Illusions dans les institutions ? Mais d'abord une fraîcheur, une étonnante ambition : dire son mot là où l'on discute, s'occuper de ses propres affaires. Et déjà se connaître, apprendre à travailler ensemble, par delà les barrières nationales, comme "ceux d'en haut" savent le faire pour leurs propres intérêts.

Un exemple : le CRID (1), principale coordination des ONG françaises de solidarité et de développement, s'est associé à un regroupement international d'ONG du Nord et du Sud, dont l'ENDA, basée à Dakar. C'est l'ENDA qui couvrira, par un quotidien de langue française, le sommet de Copenhague. Le numéro de lancement est sous presse : les peuples solidaires y parlent en direct (2).

Alain LIPIETZ

Economiste, Porte-parole économique des Verts

1) 14 Passage Dubail, 75010-Paris.

2) Enda-Europe, 5 rue des Immeubles Industriels, 75011 Paris.